

**Courrier
picard**

Nom de la source

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. tre04



Mardi 12 février 2019

Courrier picard • Toutes éditions • p. TRE04 • 384 mots

Ils squattent un bâtiment public inoccupé

Amiens Ils squattent un bâtiment public inoccupé Des membres des collectifs **La Brèche** et Kass squattent un bâtiment inoccupé de l'État depuis quelques jours. Le bâtiment, d'environ 800 mètres carrés, est situé au 2 rue Debray dans le quartier huppé Henriville. Il est actuellement en cours de cession. Par le passé, il a accueilli les services de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Les squatteurs veulent l'utiliser pour héberger des personnes sans-abri et organiser divers événements (conférences, ateliers, concerts, cours de langues, etc.). Comme ils l'avaient fait pour la Maison Cozette, place Vogel, après en avoir été expulsés manu militari en juillet 2017. La préfecture de la Somme a indiqué qu'elle allait saisir le Tribunal de grande instance d'Amiens en vue d'expulser les squatteurs. Une procédure, rapide, en référé devait être lancée sachant que le bâtiment en question en cours de cession. COMPIÈGNE Cinq interpellations lors de la manifestation des Gilets Jaunes Samedi 9 février, lors de la manifestation des Gilets Jaunes dans la cité impériale, cinq personnes ont été interpellées par les forces de l'ordre pour des faits d'outrage et de rébellion. Deux cas ont été classés sans suite, l'une des personnes devra suivre un stage de citoyenneté et les deux autres devront passer devant le tribunal correctionnel de Compiègne, le 2 avril prochain. Aisne Le

surendettement en recul de 6% en 2018 Selon une étude Solutis, 7447 personnes étaient surendettées en Picardie au cours de l'année 2018. 24% de ces personnes étaient sans emploi. L'an passé, 2310 Axonais ont déposé un dossier (- 7%) et 2062 ont été déclarés recevables. Dans l'Aisne, avec 533 situations pour 100000 habitants, le surendettement était ainsi en recul de 6% par rapport à 2017. NOYON Deux ministres échangent avec les jeunes Invitées à signer la nouvelle charte de la Conférence des grandes écoles en faveur des étudiants handicapés, ce lundi après-midi à Beauvais, les ministres Frédérique Vidal (Enseignement supérieur) et Sophie Cluzel (Personnes handicapées) se sont ensuite rendues à Noyon. Elles ont dialogué avec une soixantaine de personnes, parmi lesquelles des jeunes en insertion, sur le thème de l'emploi et la formation. La réunion avait lieu à la Mission locale, en présence de la députée Carole Bureau-Bonnard, vice-présidente de l'Assemblée nationale.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190212-VNC-2019021254

**Courrier
picard****Nom de la source**

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Mercredi 13 février 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 383 mots

Le 2, rue Debray toujours squatté

Après «la pendaison de crémaillère solidaire» qui a rassemblé près d'une centaine de personnes tout au long de la journée de lundi, les squatteurs du bâtiment public de la rue Debray ont passé une journée plus tranquille ce mardi. Une quinzaine de personnes occupaient toujours les lieux, laissant passer les visiteurs au compte-gouttes. Des lieux que les membres des collectifs **La Brèche** et Kass aménagent progressivement. Au rez-de-chaussée, où se trouve «la principale pièce de vie», ils ont installé une petite cuisine et habillé les murs (affiches, drapeaux, coupures de presse...). Situées dans les étages, «les chambres sont également en cours d'aménagement». «On a besoin d'un peu d'électroménager, comme un frigo et un micro-ondes, mais aussi de matelas et de couvertures», indique une jeune squatteuse. À ses côtés, celui qui se fait appeler «Zepo» sert le café. «On a accueilli beaucoup de monde lundi avant d'organiser en début de soirée une assemblée générale qui a réuni une quarantaine de personnes environ, confie ce membre de **la Brèche**. On a évoqué pas mal de sujets, dont les projets que l'on souhaite développer ici. C'était un moment d'échanges et de partages d'informations.» Après avoir reçu la visite de la police lundi après-midi pour des constatations et des relevés d'identité, les squatteurs restent en alerte. «Les policiers ont coupé le cadenas de la grille avec une pince-monseigneur. Ils sont entrés dans la cour et ont essayé de nous faire croire au flagrant délit d'en-

trée par effraction, assure une jeune femme membre de **La Brèche**. Ils auraient pu ainsi intervenir et nous expulser sans procédure. Heureusement, on est parvenu à faire valoir nos droits, en particulier notre droit au logement opposable.» La préfecture de la Somme a déposé plainte pour l'occupation illégale, depuis le 6 février, de ce bâtiment d'environ 800 mètres carrés niché dans le quartier bourgeois d'Henriville. Une procédure en référé devrait être lancée auprès du tribunal de grande instance d'**Amiens** en vue de l'expulsion des squatteurs. Elle permet de demander au juge d'adopter rapidement des mesures provisoires, dans l'attente du procès qui réglera le litige. Les occupants mettent en avant le fait qu'il n'y a pas, selon eux, assez de places dans les structures d'hébergement d'urgence. Alors que le bâtiment squatté est vide depuis deux ans.B.Z.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190213-VNC-2019021373

**Courrier
picard****Nom de la source**

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Jeudi 14 février 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 240 mots

Les occupants de la rue Debray organisent l'aide

Philippe de Mester.T.D.

Depuis le 6 février, une quinzaine de membres des collectifs **La Brèche** et Kass (Collectif pour les actions solidaires dans la Somme) occupent un bâtiment public, propriété de l'État, situé au 2 rue Debray, dans le quartier résidentiel Henriville. Il s'agit en fait des anciens locaux de l'ANPE et de l'AFPA, aujourd'hui inoccupés et en cours de cession. Après plusieurs jours consacrés à l'aménagement sommaire de leur nouveau lieu de vie, les «squatteurs» organisent ce jeudi une première réunion destinée à peaufiner les actions et activités qu'ils comptent mettre en place d'ici la fin de semaine. En attendant, l'aide continuait d'arriver ce mercredi dans le «squat solidaire», qui se sent pousser des ailes. «Nous avons reçu le soutien de beaucoup de gens qui veulent savoir comment déposer du matériel. Nous avons reçu des dons de nourriture, des vêtements et des matelas», confie «Zepo», du collectif **La Brèche**. Du côté de la préfecture, on indiquait ce mercredi que la procédure en référé au tribunal de grande instance d'**Amiens** était imminente, après une plainte déposée pour occupation illégale du bâtiment. Elle rappelle qu'il s'agit de locaux administratifs qui n'ont pas vocation à servir de logement. Elle ajoute que les services du 115 fonctionnent normalement et sont en mesure d'accueillir les personnes sans abri, des places supplémentaires ayant même été ouvertes en dehors de la période hivernale par l'ancien préfet

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190214-VNC-2019021471

**Courrier
picard****Nom de la source**

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Lundi 18 février 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 287 mots

De nouveaux occupants attendus au squat

Les membres des collectifs Kaas (Kollektif pour les actions solidaires dans la Somme) et **la Brèche** ont redit leurs intentions la semaine dernière. Ils souhaitent faire revivre au 2, rue Debray, dans le quartier Henriville, l'esprit de la Maison Cozette qu'ils avaient occupé illégalement de septembre 2016 à juillet 2017. Cette fois, combien de temps pourront-ils rester dans ce bâtiment de 800m², propriété de l'État et en cours de cession, qu'ils occupent depuis le 6 février dernier? La préfecture de la Somme a déposé une plainte pour occupation illégale du bâtiment et une procédure en référé au tribunal de grande instance d'**Amiens** est imminente. Vendredi dernier, deux des occupants étaient également convoqués au commissariat pour une audition libre. L'un d'eux, mis en cause et qui a demandé à pouvoir être assisté par un avocat, sera à nouveau entendu ce jeudi 21 février au commissariat rue des Otages.

Cours de défense, de yoga, de langues

En attendant, la quinzaine d'occupants continue d'aménager ce nouveau «squat solidaire» - baptisé «le Ministère» - qui doit accueillir dans les jours qui viennent de nouvelles personnes sans solution d'hébergement. «Il s'agit de 10 à 15 personnes environ qui seront accueillies progressivement», précise Romain Ladent, l'un des occupants qui participait également, jeudi soir dernier, à une réunion de travail au «Ministère» des-

tinée à peaufiner le programme des activités prévues cette semaine. Des cours de langue, de l'aide aux devoirs, des ateliers de yoga, de musique et d'arts martiaux sont annoncés. «Deux conférences-débats auront lieu mardi et jeudi soir sur l'accueil des jeunes mineurs non pris en charge par l'aide sociale à l'enfance et sur les aspects juridiques du droit au logement», détaille encore le militant. T.D.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190218-VNC-2019021834

**Courrier
picard****Nom de la source**

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Mardi 19 février 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 248 mots

Le Ministère reste squatté

Les membres des collectifs **La Brèche** et KASS (Kollektif pour les actions solidaires dans la Somme) squattent un bâtiment inoccupé de l'État depuis une dizaine de jours. Rebaptisé «Le Ministère», ce bâtiment d'environ 800 mètres carrés, en cours de session, est situé rue Debray, dans le quartier bourgeois Henriville. Les squatteurs veulent l'utiliser pour héberger des personnes sans-abri et organiser divers événements comme ils l'avaient fait pour la Maison Cozette, place Vogel, avant d'en être expulsés manu militari en juillet 2017. Ce mardi 19 février de 18 à 21 heures, le court-métrage Ancrages réalisé par Florence Acloque, sur l'accueil et l'hébergement d'urgence (des mineurs non accompagnés ou des majeurs accueillis par le Samu social), sera projeté. Il sera suivi de plusieurs témoignages.

avant leur «droit au logement opposable», ont été convoqués au commissariat de police. L'un d'eux a demandé l'assistance d'un avocat. Il sera de nouveau entendu ce jeudi 21 février. B.Z.

Un occupant convoqué jeudi

Mercredi 20 février, de 18h30 à 20 heures, une occupante du bâtiment animera l'atelier de relaxation «La voi(e)x du corps». D'autres personnes ont prévu d'organiser des cours de langues (français, espéranto...) ou encore divers ateliers (collage, aide administrative...) dans les jours à venir. Reste que cette occupation n'est pas du goût de la préfecture de la Somme, qui a déposé une plainte pour occupation illégale du bâtiment. Une procédure en référé au tribunal de grande instance d'**Amiens** devrait être engagée. En attendant, plusieurs squatteurs, qui mettent en

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190219-VNC-2019021971





Nom de la source
Courrier picard
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Régionale
Provenance
Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Jeudi 21 février 2019

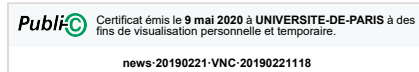
Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 422 mots

Solidaires 80 soutient le squat de la rue Debray

Faits divers Solidaires 80 soutient le squat de la rue Debray. Solidaires 80, union syndicale interprofessionnelle, soutient le squat, dénommé «Le Ministère» du collectif de la Brèche et du Collectif pour les actions solidaires dans la Somme (KASS), rue Debray. «Cette occupation d'un bâtiment public est une réponse nécessaire face à l'incurie de l'État en matière de logement, d'hébergement et d'accueil», indique le syndicat, dans un communiqué. Pour rappel, la préfecture de la Somme a engagé une action en justice afin d'obtenir l'évacuation des lieux. Romain Ladent, un de ses occupants, sera de nouveau entendu par la police ce jeudi. Il vivait au 294, pas au 292 L'homme décédé du syndrome de Diogène (négligence d'hygiène corporelle liée à l'insalubrité du lieu de vie), dont le corps a été découvert samedi dernier, vivait au 294, rue Saint-Maurice, selon une voisine, et non au 292, comme nous l'écrivions dans notre édition d'hier. La photo illustrant l'article ne montrait donc pas la bonne habitation. Démocratie La CPME 80 organise un grand débat La Confédération des petites et moyennes entreprises de la Somme organise, jeudi 21 février à 18h30, des échanges dans le cadre du Grand débat sur les quatre thèmes: fiscalité et dépenses publiques; transition écologique; organisation de l'État et des services publics; démocratie, citoyenneté. Les échanges auront lieu au Novotel du pôle Jules-Verne à Boves. Commerce Le centre-ville marc-

hand d'Amiens gratifié La 3e édition du palmarès de la Fédération pour la promotion du commerce spécialisé récompense les efforts d'une dizaine de cités tout en proposant des pistes pour lutter contre la perte d'attractivité des centres-villes. Le palmarès, qui vient d'être établi, est relayé par le quotidien Le Figaro. Cette année, la Fédération pour l'urbanisme et le développement du commerce spécialisé a récompensé les efforts de trois cités dotées des meilleurs centres-villes marchands: Lyon, Amiens et Compiègne. Selon l'organisme, Amiens est «attractif en raison de l'accessibilité de son centre-ville, de la bonne concentration de commerces attractifs ainsi que de la mise en valeur du patrimoine», indique le quotidien national. SANTÉ Le CHU mobilisé pour les maladies rares Le CHU Amiens-Picardie, référent dans de nombreuses maladies rares (adultes et enfants) proposera le jeudi 28 février à l'occasion de la journée internationale des maladies rares, des informations et des échanges de 10 à 18heures dans le hall du bâtiment principal du CHU Sud et une conférence sur le thème «Maladies Rares et nouvelles thérapeutiques» de 14h30 à 16h20 (auditorium du CHU Amiens-Picardie site sud). Entrée libre et gratuite.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



**Courrier
picard****Nom de la source**

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Vendredi 22 février 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 261 mots

Les squatteurs convoqués le 4 mars

Trois squatteurs du bâtiment public de la rue Debray étaient convoqués ce mercredi au tribunal de grande instance d'Amiens, dans le cadre d'une procédure en référé. À la demande de leur avocat, l'audience a été repoussée au 4 mars. Cette convocation fait suite à la plainte, pour occupation illégale du bâtiment, déposée par la préfecture de la Somme. Par ailleurs, plusieurs autres occupants ont, de nouveau, été entendus ce jeudi au commissariat d'Amiens. Parmi eux, Romain Ladent, membre du collectif KASS (Kollectif pour les actions solidaires dans la Somme) et figure locale de l'activisme social et citoyen. «Nous avons réexpliqué notre droit au logement opposable», soulignait-il. Situé rue Debray, le bâtiment public en question était vide depuis plusieurs années. Par le passé, il avait notamment accueilli un organisme de formation.

Formation à la désobéissance civile et cours de langues

Les squatteurs, membres des collectifs La Brèche et Kass, entendent se servir de l'endroit, rebaptisé «Le Ministère», pour héberger des personnes en situation d'urgence: sans-abri, mineurs isolés, sans-papiers... Dans le même temps, ils veulent continuer à y organiser des événements culturels, artistiques ou éducatifs. Ce jeudi soir, plusieurs personnes ont ainsi animé une discussion autour de la «reformation» d'un Droit au logement (DAL). Samedi 23 et di-

manche 24 février, de 10 heures à 17 h 30, l'association La Boîte sans projet organisera une formation à la méthode Alinsky (du nom d'un militant américain du milieu du XXe siècle) et à la désobéissance civile. La semaine prochaine, ce sont des cours de langues (français, espéranto...) qui seront dispensés. B.Z.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190222-VNC-20190222118



**Courrier
picard****Nom de la source**

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo05



Jeudi 28 février 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO05 • 207 mots

Ils veulent réveiller le comité DAL

Simples citoyens, membres des collectifs KASS et **La Brèche**, militants de la Ligue des Droits de l'homme d'**Amiens**, d'Ensemble 80! ou du CNT: une trentaine de personnes ont participé ce mercredi soir à une réunion dans le bâtiment public squatté rue Debray. À l'ordre du jour, la création ou plutôt la réactivation d'un comité Droit au logement (DAL) à **Amiens**. Un comité qui existe mais qui est visiblement en sommeil, ou en tout cas peu actif, ces derniers temps. «J'ai pu contacter le responsable, il a accepté de venir à notre rencontre samedi à 11h30 afin d'échanger», a indiqué Romain Ladent, membre de KASS (Kollectif pour les actions solidaires dans la Somme). Il paraît essentiel pour les participants qu'un comité DAL, légitime pour évoquer les problématiques d'hébergement d'urgence à **Amiens** et bénéficiant d'une aura médiatique importante, revienne en première ligne dans la lutte contre l'isolement et le sans-abrisme. «Comme en 1995, lorsque nous avons occupé un bâtiment rue de l'Amiral Courbet et finalement trouvé des solutions de relogement, en lien avec l'Opac», se souvient une membre de la LDH d'**Amiens**. «À l'époque, le comité DAL était très actif à **Amiens**, et surtout très utile», ajoute une syndicaliste du corps enseignant. B.Z.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190228-VNC-2019022856

**Courrier
picard**

Nom de la source

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Vendredi 1 mars 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 304 mots

LesGilets jaunes réfractaires du 80 solidaires des squatteurs de la rue Debray

SOCIAL LesGilets jaunes réfractaires du 80 solidaires des squatteurs de la rue Debray Les Gilets jaunes réfractaires du 80 ont fait part ce jeudi de leur solidarité pour «l'action des collectifs La Brèche et KASS», qui squattent depuis le début du mois un bâtiment public inoccupé de la rue Debray, dans le quartier Henriville. «À Amiens, environ 6000 logements sont vacants: du patrimoine immobilier, laissé à l'abandon par le système capitaliste et étatique, plus intéressé par la spéculation que par l'hébergement. (...) Nous militerons au côté de ces deux collectifs tant que l'État, la mairie d'Amiens et le conseil départemental ne respecteront pas les droits à la dignité de tous en proposant des places d'hébergement pour ceux qui le demandent et ne permettront pas à celles et ceux qui le souhaitent de vivre en collectif», indique le groupe dans un communiqué. Soutien qu'il va matérialiser par deux actions, ce samedi 2 mars: un repas solidaire au 2, rue Debray à 11 heures, puis une déambulation au départ du Cirque Jules-Verne à 14 heures. JUSTICE Le détenu avait mis le feu à son drap David Gass ne supportait plus de se trouver dans le quartier disciplinaire de la maison d'arrêt d'Amiens. Dans la nuit du 8 au 9 août 2018, il a mis le feu à un drap, dans la cellule 18 qu'il occupait. Les surveillants sont intervenus, éteignant l'incendie avec un extincteur. Le détenu les a copieusement insultés, il les a menacés

de mort. L'homme a également mordu un fonctionnaire à un doigt. «Je ne sais pas pourquoi j'ai fait ça, j'ai pétié les plombs», a expliqué le détenu aux policiers. Celui qui affiche 20 condamnations sur son casier judiciaire a été jugé en son absence ce jeudi 28 février. Et condamné à 15 jours de prison.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190301-VNC-20190301111

**Courrier
picard**

Nom de la source

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo02



Samedi 2 mars 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO02 • 205 mots

Deux actions ce samedi

L'acte 16 des Gilets Jaunes concernera une nouvelle fois **Amiens** aujourd'hui. Trois groupes sont actifs à **Amiens**: les Pacifistes, les Réfractaires et Colère en marche Gilets Jaunes **Amiens**-Roye-Picardie. Ce dernier installe un Q.G. au 77 rue de Paris, un immeuble qui abrite déjà celui des Pacifistes. Ces deux groupes ne seront toutefois pas ensemble ce samedi. «Nous partons à Paris. Nous n'y sommes pas allés depuis le 24 novembre. Nous organisons du covoiturage. Nous sommes une quarantaine», détaille François Grenier, porte-parole du groupe. Les Pacifistes seront eux devant la gare à 14 heures pour un parcours en ville, comme chaque samedi. «Nous les rejoindrons le samedi suivant», indique François Grenier. Les Réfractaires entendent eux soutenir les collectifs **la Brèche** et le Kass de la Somme qui occupent un squat au 2 rue Debray, afin de dénoncer les milliers de personnes laissées à la rue alors que les logements vacants suffiraient largement à assurer la prise en charge des plus faibles, «6000 logements sont vacants à **Amiens**», explique ces collectifs. Les Gilets jaunes réfractaires organisent donc un repas solidaire à 11 heures au 2 rue Debray, puis une déambulation en ville. Le rendez-vous est au cirque à 14 heures. D.V.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190302-VNC-2019030247

aussi, ramène tout le monde sur terre: «Quand vous irez sur le terrain ce soir (un tractage était prévu à la cathédrale avant une soirée festive à Saint-Leu), dites-vous que vous êtes dans une région avec un fort taux d'illettrisme, à 11% de chômage. Les jeunes que vous allez rencontrer n'ont pas tellement d'espoir». Côté lucidité, on retiendra aussi le constat d'Anne-Claude, bretonne expatriée à Bruxelles: «Je suis de la génération sacrifiée. J'ai dû m'exiler pour travailler parce que je suis arrivé juste après la crise, je n'aurai peut-être pas de retraite et on me laisse une planète pourrie.» Comme quoi, dans ce samedi paradoxal, la lucidité est des deux côtés. Ni révolte aveugle d'un côté (les squatteurs n'ont rien cassé et demandent un bail précaire), ni optimisme béat de l'autre. Ils partagent en revanche un engagement. TONY POULAIN

**Courrier
picard**

Nom de la source

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. tre02



Dimanche 3 mars 2019

Courrier picard • Toutes éditions • p. TRE02 • 599 mots

Des Gilets jaunes et des jeunes macronistes

Rue Debray, derrière le cirque d'Amiens, une vingtaine de personnes squatte depuis mi-février un bâtiment - plutôt cossu - de l'État, inoccupé depuis deux ans. Aux murs, il est question d'un autre monde, où le logement est un droit, pas un tableau d'amortissement de prêt; où la pénurie de travail est vue comme une chance, celle de partager du temps libre au service de son épanouissement personnel. Un café attend le visiteur, du fromage traîne sur la table. Cette table s'allonge; des plats faits maison s'alignent. Ce midi, un groupe de Gilets jaunes rend visite aux squatteurs. La convergence des luttes ne fait pas la foule. En tout, ils finiront une trentaine, qui défileront jusqu'à la gare. La plus petite manifestation amiénoise depuis le 17 novembre. Le squat n'est pas qu'un symbole: «Les gens qui vivent ici n'ont pas d'autre logement», prévient Zeppo, du collectif **La Brèche**. Ce lundi à 13h30, le collectif a rendez-vous au tribunal d'instance en référé: «C'est quand même dingue que pour l'État, l'urgence, ce soit de nous expulser et pas de fournir un logement à ceux qui dorment dans la rue». Les élections européennes? On n'en parle même pas ici... La question dans toutes les bouches, c'est le nombre d'hébergements d'urgence qu'il restera quand la date fatidique du printemps s'affichera sur les calendriers.

«Muriel! Muriel!»

26 mai: cette échéance est en revanche

dans tous les esprits, salle Dewailly, où les Jeunes avec Macron (JAM) tiennent une «réunion publique», selon leur délégué national Martin Bohmert. On lui fait remarquer que le lieu, l'heure et l'invitée d'honneur, la ministre du Travail Muriel Pénicaud, ont quand même été tenus secrets. «Si on donne tout ça, on est bloqué par une manifestation à l'entrée. Il y a une question de sécurité. On ne peut pas prendre ce risque et je le regrette», concède-t-il. Dans la salle, environ 70 jeunes sagement enthousiastes ont participé à des ateliers de militantisme le matin et se réunissent pour une «plénière» l'après-midi. «Muriel! Muriel!» scandent-ils avant que la ministre n'accède à son siège, façon rock star. Il n'y a pas de drapeau rouge et noir au mur, pas de fromage de chèvre. Les adhérents viennent des Hauts-de-France et du Benelux. Ils parlent Erasmus, vantent une Europe qui leur semble évidente «parce que moi j'ai appris l'anglais en passant un an en Irlande et l'italien en passant un an en Italie» exprime une jeune fille. Dans la capitale d'un département où quitter Péronne pour travailler à Albert tient de l'aventure intergalactique...

Un engagement

Mathieu Bohmert n'esquive pas le sujet: «On sait que nos adhérents sont plutôt plus urbains et plus éduqués que la moyenne. Notre défi, c'est justement d'aller chercher les autres, notamment dans les quartiers». Muriel Pénicaud,

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190303-VNC-2019030329

**Courrier
picard****Nom de la source**

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. glo01



Vendredi 22 mars 2019

Courrier picard • Amiens • p. GLO01 • 240 mots

Le comité picard du DAL réactivé

Le comité picard du DAL réactivé En sommeil depuis plusieurs années, le comité de Picardie Droit au logement (DAL) va être réactivé. L'annonce a été officialisée jeudi soir par son président, Alain Ze Bikoro, au sein du «Ministère», bâtiment public squatté rue Debray par des membres des collectifs **La Brèche** et le Collectif pour les actions solidaires dans la Somme (KASS80), qui en ont fait un lieu d'hébergement pour les personnes en détresse (sans-abri, sans-papiers...). Cette annonce fait suite à la réunion qui a rassemblé, il y a quelques semaines au même endroit, des membres des deux collectifs, de la Ligue des droits de l'Homme d'**Amiens**, d'Ensemble 80! ou encore du CNT. «Quand on est seuls, sans aucune subvention, c'est difficile de répondre à toutes les attentes», explique Alain Ze Bikoro, trop heureux désormais de pouvoir compter sur ce nouvel élan. Une assemblée générale aura lieu «d'ici quelques mois», indique-t-il, pour élire un nouveau bureau, mais d'ores et déjà on se met à la tâche. À l'image de Romain Ladent, membre du KASS. «Associations ou simples citoyens, tout le monde peut adhérer au comité, dit-il. Le DAL est un outil essentiel pour interpeller les pouvoirs publics sur la thématique du sans-abrisme, de l'hébergement d'urgence mais aussi du mal-logement, avec son lot de propriétaires véreux. À **Amiens**, c'est essentiel.» Un compte Facebook sera bientôt créé pour guider et informer les personnes en difficulté. B.Z.

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190322-VNC-2019032294



**Courrier
picard**

Nom de la source

Courrier picard

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Amiens, Hauts-de-France, France

p. gavs1



Mardi 26 mars 2019

Courrier picard • Amiens • p. GAVS1 • 574 mots

Aujourd'hui

Aujourd'hui **Amiens** Concert: «Enterre ton Ministère!» à 19heures au squat le Ministère, au 2, rue Debray. Dans le cadre de la création au logement (DAL) organisé par le collectif **La Brèche** avec Culinairgus et Gégé Bonheur. Buvette et barbecue sur place (ramenez ce que vous désirez). Entrée prix libre. Café-psychanalyse: «Le choix de la migration» à 20h30 au café le CBA, 5, rue Frédéric-Petit. Conversation avec le groupe local de La CIMADE et l'association de la cause Freudienne. Qu'est-ce qui amène un sujet à quitter son pays, à risquer un voyage parfois mortel, pour trouver une terre d'accueil? Qu'est-ce que l'accueil de l'étranger? Chaque sujet n'est-il pas en partie étranger à lui-même? Que reste-t-il aujourd'hui de ce beau terme d'hospitalité? Renseignements: acfcapa.fr, cafepsy@acfcapa.fr. Vernissage de l'exposition: «Histoires de dessins, le hasard et le vagabond» organisé par Fracpicardie Hauts-de-France, à 18h30 au 45, rue Pointin. Exposition visible du 27 mars au 29 juin. Renseignements: 0322916600, dialog@frac-picardie.org. Visite de proximité des élus du quartier Val d'Avreà 17heures. Le rendez-vous est fixé au parking du Jardin archéologique pour parcourir le quartier à pied à travers les rues René-Boileau, de Hollande et du Bel air. **Amiens** Saint-Leu Journée portes ouvertes de l'association Arc-en-cielde 10 à 16h30, au 14 rue Gaudissart. Peinture, modelage, poterie, quilling, découpage. Renseignements: 0661051126. **Amiens** Sainte-Anne Réunion publique: «Aide à la

renovation énergétique des logements individuels» à 19heures au 23 rue Vas-cosan. Organisée par le comité de quartier Sainte-Anne / Faubourg de Noyon et animée par Renaud Deschamps, chargé de la rénovation énergétique à la mairie d'**Amiens**. Renseignements: 0777692575, cq.steanne@gmail.com, www.sainte-anne-faubourgnoyon.fr. Boves Atelier d'art floralorganisé par la maison pour tous, de 18h30 à 20h30 à la salle du SIVOM, rue Victor-Hugo. Réaliser et composer un joli bouquet. Renseignements: 0681834479, anniele-fevre338@orange.fr. Demain **Amiens** Ciné - Spectacle musical «Cinéklang» par la Cie Lutherie Urbaine à 18h30 au Ciné St-Leu, 33 rue Vanmarcke. Jean-François Hoël (saxophones, clarinettes, objets sonores) et Herve Mabilbe (claviers) développent mille exemples sur la façon dont la musique influe sur le sens des images. Tarifs: 7,50 et 6,50€. Réservation: 0322916123. Atelier chant: «Révèle ta voix» à 14heures au Safran. Animé par FLH, chanteur et intervenant chant à Cité carter. À partir de 16 ans. Gratuit. Renseignements: 0322696600. Assemblée générale de l'Union des comités de quartier à 18h30, au gymnase de l'école La Vallée, 70, rue Legrand d'Aussy. Élection des membres de la commission consultative. **Amiens** Sainte-Anne Atelier cuisine diététique-organisé par l'association Aidons-nous à mieux vivre, à 9h30, au 23, rue Vas-cosan. Renseignements: 0688943894. À Venir **Amiens** Concert: «Emel Mathlouthi» vendredi 29 mars, à 20heures au

© 2019 Courrier picard. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 9 mai 2020 à UNIVERSITE-DE-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20190326-VNC-2019032620

Safran. L'oeuvre de cette artiste tunisienne est universelle et sans frontières, entre Orient pour l'utilisation des instruments traditionnels et Occident pour ses teintes électro. Qu'elle chante en arabe, français ou en anglais, sa musique est d'avant-garde, faite d'émotions lumineuses nourrie d'influences folk et rock psychédélique, électros, trip-hop ou ambient. Tarifs: 13,50 et 5€. Renseignements: 0322696600. Concert: «Le Villejuif Underground et Bryan's Magic Tears» vendredi 29 mars à 20h30 la Lune des Pirates, 17 quai Bélu. Garage et crade à souhait, Le Villejuif Underground est à l'origine d'un rock bringuebalant, lo-fi et foutraque. Bryan's Magic Tears redonne ses lettres de noblesse à l'indie rock des années 90 grâce à une énergie juvénile, des riffs incisifs, une déferlante de larsens et un soupçon de psychédéisme. Tarifs: 11 et 6€. Renseignements: 0322978801, contact@lalune.net, www.lalune.net.